

Le soulèvement populaire dans les territoires a pris, de façon très réelle, valeur de tournant décisif. Une génération qui a grandi sous l'occupation a proclamé sa détermination de résister. On peut craindre que l'écrasement physique de cette résistance pourrait avoir des résultats encore plus tragiques que la persistance des troubles. Il est impossible de revenir en arrière. Il a été démontré que la politique du contrôle de la terre pendant une période indéfinie, sans reconnaissance des droits de ses habitants, avait échoué. Pour les Palestiniens, des conditions de vie tolérables ne pourront jamais compenser l'absence de dignité et de la liberté de gérer leurs affaires conformément à leurs propres valeurs.

Du point de vue israélien, un nombre croissant de porte-parole réfléchis, comme Abba Eban, qui était l'invité de votre dernière réunion, font remarquer que les seules tendances démographiques débouchent inéluctablement sur une situation dans laquelle le territoire contrôlé par Israël finira, tôt ou tard, par ne plus être juif, ou par ne plus être démocratique. Bien sûr, aucun de ces deux scénarios n'est acceptable. Le statu quo ante n'offre donc aucune solution acceptable, quelle qu'elle soit, pour l'une ou l'autre partie.

Voilà comment je vois la situation à l'heure actuelle. La question que se posent les Canadiens est la suivante : "Le Canada peut-il y faire quelque chose?" Permettez-moi de vous présenter l'approche qu'a le Canada de la crise actuelle au Moyen-Orient. Il nous faut, dans un premier temps, reconnaître que le Canada n'est pas une superpuissance et que son influence au Moyen-Orient est limitée. Le gouvernement actuel a toujours mis un soin particulier à faire en sorte que le conflit du Moyen-Orient ne devienne pas une source de division au Canada. Notre préoccupation devant la situation dans les territoires occupés se fonde en partie sur la conscience du fait qu'elle suscite des passions risquant d'opposer les Canadiens les uns aux autres. Ce sentiment de l'importance de la poursuite du dialogue entre les Canadiens nous a amenés à concevoir l'idée d'un colloque qui se tiendra ce printemps sous les auspices de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales afin de faire se rencontrer des citoyens canadiens qui ne partagent pas les mêmes positions sur ces questions.

Puisque nous parlons de dialogue, je note avec grande fierté que le CCI contribue à ce que le débat sur les questions concernant le Moyen-Orient se déroule dans une